RÉPUBLIQUE FRANÇAISE-----
DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE
-----**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
CAP EXCELLENCE**

DÉLIBÉRATION N°2010.07.07/99

**ADOPTION DE LA COMPÉTENCE
ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE****EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**

Nombre de membres en exercice du Conseil communautaire : 20

7^{ème} Séance de l'année 2010
-----Vendredi 16 juillet 2010

L'An Deux Mil Dix, le vendredi 16 juillet 2010, à 9 heures 17, le Conseil communautaire Cap Excellence, s'est assemblé au siège social, à la salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Jacques BANGOU, en vue de délibérer selon l'ordre du jour de la convocation faite le 9 juillet 2010.

PRÉSENTS : 17		
M. Jacques	BANGOU	Président du Conseil
Mme Suzelle	SEVILLE	2 ^{ème} Vice Présidente
M. Rosan	RAUZDUEL	3 ^{ème} Vice Président
M. José	GUIOLET	4 ^{ème} Vic e-Président
Mme Maguy	CELIGNY	5 ^{ème} Vice Présidente
M. Robert	BARBIN	Délégué communautaire
M. Georges	BREDDENT	Délégué communautaire
M. Gérard	DESTOUCHES	Délégué communautaire
Mme Josiane	GATIBELZA	Déléguée communautaire
Mme Eliane	GUIOUGOU	Déléguée communautaire
Mme Alexandrine	MOUEZA	Déléguée communautaire
M. Serge	NIRELEP	Délégué communautaire
M. Lambert	NOMEL	Délégué communautaire
M. Franck	PETIT	Délégué communautaire
Mme Betty	SALBOT	Déléguée communautaire
M. Patrick	SELLIN	Délégué communautaire
Mme Eliane	VESPASIEN	Déléguée communautaire

MANDANT : 1	MANDATAIRE : 1
Mme Juliana FENGAROL	Mme Suzelle SEVILLE

EXCUSÉS : 2
M. Eric JALTON M. Dominique BIRAS

ABSENT : 0

Conformément à l'article L.2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, les conditions de quorum étant réunies, le Conseil peut valablement délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Le secrétariat est assuré par *Monsieur Rosan RAUZDUEL*.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment ses articles L.5211-17, et L.5216-5;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2008/2042/AD/II/2 du 30 décembre 2008 portant création de la Communauté d'Agglomération Cap Excellence ;
- VU** l'article 5 des statuts de la Communauté d'Agglomération Cap Excellence ;
- VU** la délibération en date du 30 décembre 2008 de la Ville des Aymes portant approbation du périmètre et des statuts de la Communauté d'Agglomération Cap Excellence et actant l'engagement de la Municipalité à tout mettre en œuvre pour intégrer, dès 2010, dans les statuts communautaires, la problématique de l'Environnement et du cadre de vie ;

- VU la délibération en date du 30 décembre 2008 de la Ville de Pointe-À-Pitre portant approbation du périmètre et des statuts de la Communauté d'Agglomération Cap Excellence et actant l'engagement de la Municipalité à tout mettre en œuvre pour intégrer, dès 2010, dans les statuts communautaires, la problématique de l'Environnement et du cadre de vie ;
- VU la délibération n°09.07.05/35 du Conseil Communautaire en date du 31 juillet 2009 portant adoption de la compétence Environnement et cadre de vie : reconnaissance de l'intérêt communautaire ;
- VU la délibération n°10.04.04/85 du Conseil Communautaire en date du 10 avril 2010 autorisant le Président à lancer une étude sur les conséquences financières, fiscales, juridiques et organisationnelles du transfert de la compétence Environnement et cadre de vie au 1^{er} janvier 2011;
- VU l'avis favorable du Bureau communautaire, réuni le 15 juillet 2010 ;

CONSIDÉRANT le rapport du Président ;

Au titre de l'article L.5216-5-II-4° du Code général des Collectivités territoriales, les communautés d'agglomération peuvent choisir la compétence libellée de la manière suivante : *« en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie, élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés ou partie de cette compétence dans les conditions fixées par l'article L.2224-13 ».*

Par délibérations concordantes en date du 30 décembre 2008, les Conseils municipaux des villes des Abymes et de Pointe-À-Pitre ont acté leur engagement à tout mettre en œuvre pour intégrer, dès 2010, dans les statuts communautaires, la problématique de la protection et de la mise en valeur de l'Environnement et du cadre de vie.

Le Président rappelle que le processus de prise en compte de la compétence Environnement et cadre de vie, engagé par délibération n°09.07.05/35 du Conseil Communautaire en date du 31 juillet 2009, n'est pas arrivé à son terme.

Aujourd'hui, le contexte permet la prise en compte de cette compétence par la Communauté d'Agglomération. C'est dans ce sens qu'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place de la collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire des villes membres a été engagée et confiée au groupement ANTEA / RICOCHIN.

CONSIDÉRANT que des échanges à la fois techniques et politiques entre Cap Excellence et les deux villes s'imposeront dès la rentrée de septembre 2010 pour évoquer les questions qui demeurent d'une extrême sensibilité et que l'étude en cours devra clarifier :

- *Évaluation avec les villes des caractéristiques de la compétence déchets ;*
- *Échanges sur les questions financières, juridiques et fiscales;*
- *Identification nominative des agents concernés par ces transferts ;*
- *Instauration de la TEOM avec ou non zonage – avec ou non harmonisation des taux ;*
- *Information des prestataires de services ;*
- *Élaboration d'un plan opérationnel dès la prise en compte de la compétence par l'Agglomération ;*
- *Décisions sur la localisation du service (matériel – encadrement...)*

Après échanges de vues ;
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE, À L'UNANIMITÉ,

ARTICLE 1 - D'annuler la délibération n°09.07.05/35 du Conseil Communautaire en date du 31 juillet 2009 portant adoption de la compétence Environnement et cadre de vie : reconnaissance de l'intérêt communautaire.

ARTICLE 2 - De proposer aux villes membres que soit transférée à la Communauté d'Agglomération Cap Excellence la compétence « *en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie, élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés* » (collecte et traitement).

ARTICLE 3 - D'arrêter comme suit le calendrier opérationnel de mise en œuvre :

Date	Étapes	Observations
▪ 15 juillet 2010	Réunion du Bureau communautaire	<i>Avis</i>
▪ 16 juillet 2010	Réunion du Conseil communautaire	<i>Délibération</i>
▪ 20 juillet 2010	Transmission aux villes de la délibération Cap Excellence	
▪ Du 1 ^{er} au 30 septembre 2010	Consultation des CTP (Abymes et Pointe-À-Pitre)	<i>Avis</i>
▪ Du 20 juillet au 20 octobre 2010	Délibération des Conseils Municipaux	<i>3 mois à compter de la notification (20 juillet 2010)</i>
▪ Novembre 2010	Arrêté préfectoral modifiant les statuts de Cap Excellence	

ARTICLE 4 - De donner tous pouvoirs à Monsieur le Président pour l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération sera notifiée à Monsieur le Sous-préfet de l'Arrondissement de Pointe-À-Pitre, au Député-Maire de la ville des Abymes, à Monsieur le Maire de la ville de Pointe-A-Pitre ainsi qu'aux Délégués communautaires.

Elle sera également adressée, pour information, à Monsieur le Président du Conseil syndical du Syndicat Intercommunal de Traitement des Ordures Ménagères de l'Agglomération Pointoise (S.I.C.T.O.M.).

Celle-ci pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, dans un délai de deux (2) mois à compter de sa notification ou de sa publication, devant le Tribunal Administratif de Basse-Terre.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération Cap Excellence.

Pour extrait certifié conforme

Pointe-À-Pitre, le

Le Président

Jacques BANGOU

- Délibération transmise à la Sous-Préfecture de Pointe-À-Pitre, le 20 juillet 2010 ;
- Délibération transmise au Député-Maire de la ville des Abymes, le 20 juillet 2010
- Délibération transmise au Maire de la ville de Pointe-À-Pitre, le 20 juillet 2010 ;
- Délibération transmise au Président du S.I.C.T.O.M., le 20 juillet 2010
- Délibération transmise aux Délégués communautaires, le 20 juillet 2010